

EDITO



I

ls étaient près de 400 cette année encore, à sacrifier quelques jours de vacances après une période longue et difficile, pour venir participer à la 7ème Université d'automne du SNUipp. Des enseignantes et enseignants doux dingues passionnés de pédagogie ? Plus sûrement des professionnels portés par l'envie d'échanger, de se dégager du quotidien de la classe pour parler des réussites comme des difficultés du métier, de se confronter aux chercheurs. Au fil de la trentaine d'ateliers organisés cette année, l'école a été revisitée du point de vue des apprentissages, de l'enfance, de la transformation du métier, de la maternelle, de l'école dans la société.

Une conception du métier à l'opposé des modèles d'apprentissages que l'on avait cru dépassés et qui reviennent en force au grè de discours archaïques et périmés. Pour l'ouverture de cet événement était prévu un échange entre Eric Maurin et Edgar Morin. Les circonstances de la vie en ont décidé autrement. Pour autant l'interview de ce dernier est publiée dans ce numéro. Une nouvelle occasion de mettre en réflexion l'école dans une société en mouvement.

(fenêtres sur cours)

Hebdomadaire du Syndicat National
Unitaire des instituteurs, professeurs
des écoles et PEGC - 128 Bd
Auguste Blanqui - 75013 Paris -
Tel: 01.44.08.69.30 - e-mail
fsc@snuipp.fr

Directeur de la publication :
Gilles Sarrotte

Rédaction : Marianne Baby,
Fabienne Berthet, Renaud
Bousquet, Lydie Buguet, Patrick
Cros, Michèle Frémont, Véronique
Giraud, Philippe Hermant, Daniel
Labaquère, Pierre Magnetto, Arnaud
Malaisé, Gilles Moindrot, Jacques
Mucchielli, Gilles Sarrotte,
Sébastien Sihl. Photographie :
Mira - Impression : la SIEP-Bois-
le-Roi Régie publicité : Mistral
Media, 365 rue Vaugirard 75015
Paris - Tél : 01.40.02.99.00

Prix du numéro : 2 euros

Abonnement : 23 euros

ISSN 1241 - 0497 • CPPAP 3695 D
73 S Adhérent du Syndicat de la
Presse Sociale

Sont joints à ce numéro un encart tabloïd
numéroté de I à IV,
un encart ADL Partner, un encart Agence
mercredi, et un encart Souris verte.



L'Université d'automne du SNUipp de La Londe les Maures a été organisée en partenariat avec la Ligue de l'enseignement et le Conseil régional de PACA.



SOMMAIRE

Université d'Automne 2007



**ERIC
MAURIN**

6—7

INTERVIEW

**LES
APPRENTISSAGES**

8—10

LES MATHÉMATIQUES Joël Briand	12
LES SCIENCES Edith Saltiel	14
DE LA LINGUISTIQUE À LA PÉDAGOGIE Line Audin	16
LIRE DES RECITS LONGS Patrick Joole	18
INFORMATIONS ET NUMÉRIQUES Monica Macedo-Rouet	20
L'ORTHOGRAPHE Danièle Manesse	22
LE CINÉMA ET LES IMAGES Marion Blanchaud	24
LES ARTS VISUELS Hélène Cohen -Solal	26
L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION Benoît Falaize	28

EPS **30**
Pascal Grassetie

ARTS PLASTIQUES **31**
Joëlle Gonthier

**L'ENFANT
À L'ÉCOLE 32—34**

LES COMPÉTENCES
SOCIALES ET LA POLITESSE **36**
Laurence Filisetti

LES TROUBLES DU
CARACTÈRE ET DU
COMPORTEMENT **38**
Michel Defrance

LE MUSÉE POUR
APPRENDRE **40**
André Giordan

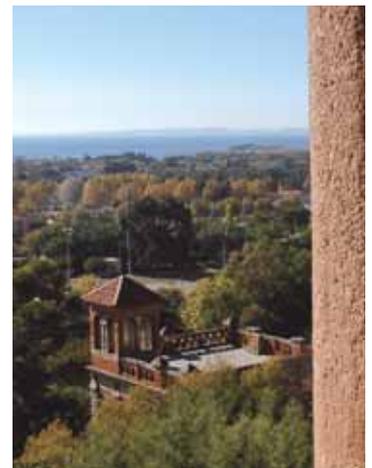
L'ACCOMPAGNEMENT
À LA SCOLARITÉ **42**
Mireille Vivant

LA VIOLENCE DES ENFANTS **44**
Danièle Delouvin

LA PAUSE MÉRIDIENNE **46**
Michel Lejeune

L'ENFANCE FACE
À LA TÉLÉ **48**
Dominique Senore

La Londe





ECOLE ET SOCIÉTÉ **76—78**

- LE FILM DOCUMENTAIRE **80**
Françoise Marie
- LA PRÉCARITÉ **82**
Chantal Zaouche-Gaudron
- L'ENGAGEMENT SOCIAL
DES ENSEIGNANTS **84**
Bertrand Geay
- ÉGALITÉ **86**
FILLES / GARÇONS
Michèle Babillot
- ARCHITECTURE **88**
Nicolas Normier

EDGAR MORIN **91—98**

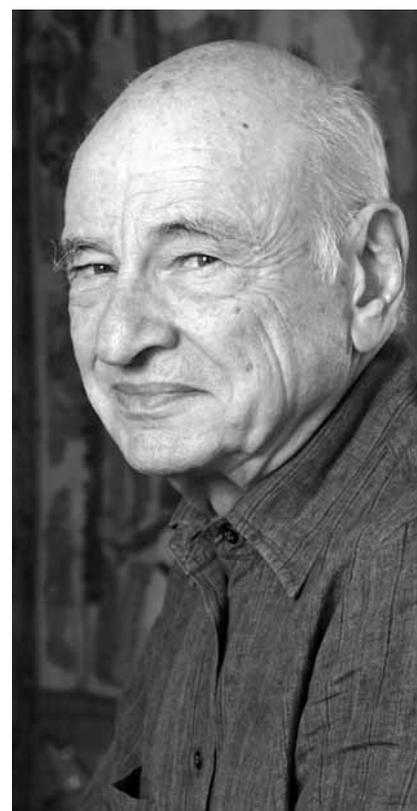
INTERVIEW

LE MÉTIER **50—52**

- LA COMPÉTENCE **54**
A L'ÉCOLE
Bernard Rey
- ENSEIGNANTS SPÉCIALISÉS/
NON SPÉCIALISÉS **56**
Catherine Dorison
- ÉDUCATION PRIORITAIRE **58**
Alain Bourgairel
- LA CULTURE DE LA
PERFORMANCE **60**
Annick Ventoso y Font
- PÉDAGOGIE ET INÉGALITÉS **62**
Elisabeth Bautier
- TUTORAT À L'ÉCOLE **64**
Jacky Cailler

LA MATERNELLE **66—69**

- APPRENTISSAGE LECTURE **70**
Bernard Devanne
- MATHÉMATIQUES **72**
Rémy Brissiaud
- COMMENT APPRENDRE **74**
Lydia Deret





Eric Maurin

**ALORS QUE RAPPORTS ET ÉVALUATIONS
INSISTENT SUR LES ÉCHECS DE L'ÉCOLE,
ERIC MAURIN MET EN ÉVIDENCE SES RÉUSSITES
ET LES NOUVEAUX ENJEUX ÉDUCATIFS.**

Poursuivre la démocratisation scolaire

Séance plénière. Pour l'ouverture de cette septième Université d'automne l'échange en duo entre Eric Maurin et Edgar Morin (interview pages 92-98) était attendu. Les circonstances de la vie en ont décidé autrement. L'économiste Eric Maurin aura donc abordé seul le très large thème « école et société » en développant le sujet de son dernier ouvrage : « la nouvelle question scolaire, les bénéfices de la démocratisation » (voir ci-contre).

« Tous les enfants sont-ils réellement aptes à suivre le même enseignement ? », « N'y a-t-il pas une dangereuse illusion à penser que les diplômes puissent se multiplier sans mécaniquement se dévaloriser ? » C'est à ces deux questions qui résument les arguments des détracteurs de la démocratisation du système éducatif qu'Eric Maurin répond en présentant les résultats de ses travaux fondés sur de nombreuses enquêtes nationales et internationales. A l'heure où l'on remet en cause le collège unique, il est encourageant qu'un chercheur réaffirme la volonté d'une réussite de tous à l'école. Il met en évidence les bénéfices individuels et collectifs que les sociétés occidentales ont toutes tirés des efforts de démocratisation. Dans le débat consécutif à l'introduction du chercheur deux questions traduisent, sinon les doutes, du moins les interrogations fortes qui accompagnent « les conclusions alarmantes, mais trompeuses, sur le déclassement des jeunes et la dévalorisation des diplômes » que dément Eric Maurin. En premier lieu, la réponse du chercheur conteste les méthodes d'évaluation : « les sceptiques utilisent des instruments souvent inadéquats pour mesurer l'effet des politiques scolaires ». De fait la qualité de l'insertion professionnelle (salaires) évolue bien plus favorablement pour les générations bénéficiaires de la démocratisation scolaire que pour celles nées un peu trop tôt ou trop tard dans l'histoire des institutions scolaires pour en avoir bénéficié ».

« Dans une société où croît le nombre de diplômés, peut-on penser qu'il y aura autant d'emplois ? » Une question qui rejoint des réserves formulées par ailleurs, les besoins scolaires sont-ils extensibles à merci ? Aujourd'hui on dénombre 35 à 40 % de diplômés du supérieur, « si on amenait 5% de jeunes de plus à ce niveau l'année prochaine, ils trouveraient à s'employer ». Eric Maurin étaye cette affirmation en montrant « comment les métiers évoluent en fonction des personnes qui les exercent et qu'il ne peut en être autrement dès lors que le niveau de formation et de qualification évolue. »

Vous dénoncez les critiques faites aujourd'hui par les élitistes et les malthusiens à la démocratisation du système scolaire français. De quoi s'agit-il ?

L'objection élitiste se rencontre dans tous les pays, à toutes les époques. Il serait utopique et contre-productif de chercher à donner les mêmes enseignements à tous les enfants. Une seconde critique, d'un tout autre ordre, et plus spécifique à la France contemporaine, dénonce le divorce existant entre les besoins de l'économie et la multiplication des diplômes. Selon cette vision malthusienne, on formerait trop de diplômés par rapport aux besoins du marché du travail, avec comme conséquence des désillusions pour les jeunes qui s'engagent dans les études. La virulence de ces attaques m'a poussé à comparer les résultats des systèmes scolaires dans différents pays, à différentes époques, avant et après la mise en œuvre des politiques de démocratisation. À contre-courant des discours alarmistes, on constate, en France comme ailleurs, que les générations d'enfants bénéficiaires des politiques d'ouverture scolaires se sont mieux insérées dans la société. Ils ont connu des carrières professionnelles de meilleure qualité, de meilleurs salaires et de meilleurs emplois que les générations qui n'en ont pas bénéficié.

Le premier rapport du Haut Conseil de l'Éducation met sévèrement en cause l'école primaire, notamment l'école maternelle. Des critiques que vous jugez justifiées ?

Le Haut Conseil a raison de rappeler qu'une fraction non négligeable d'élèves sont en difficulté. Il a également raison de souligner que ces élèves sont repérables dès l'entrée au CP. C'est sur le plan de l'interprétation que je le trouve imprudent : en gros, il affirme que si les inégalités sont si fortes à l'entrée au CP et si persistantes ensuite, c'est que les enseignants de primaire ne font pas leur tra-



« Collège unique : bilan positif dans le pays scandinaves »



vail. Ce raisonnement néglige que le temps passé à l'école n'est qu'un élément parmi d'autres dans le parcours des élèves. Il néglige l'influence puissamment inégalitaire de la famille et du contexte social dans lequel se développent les enfants. Les rares expériences historiques au cours desquelles une région ou une communauté se sont trouvées privées d'école se sont soldées par une explosion des inégalités de développement cognitif entre enfants. En fait, on pourrait retourner l'argument du Haut Conseil, et s'étonner de voir l'école parvenir à contenir des forces aussi formidablement inégalitaires que celles de la famille ou de l'environnement urbain.

Vous prenez la démocratisation des systèmes éducatifs scandinaves en référence. Quels en sont les bénéfices ?

Dans les années d'après-guerre, l'école scandinave n'est pas moins élitiste que celle des autres pays d'Europe. Seule une minorité d'enfants sont sélectionnés à l'issue du primaire pour poursuivre

des études secondaires générales. À partir des années cinquante, la Suède, puis la Norvège et la Finlande passent au collège unique. Ces réformes rencontrent alors les mêmes très fortes critiques et réticences qu'ailleurs. La Finlande a dû ajourner deux fois la réforme. Beaucoup contestent l'intérêt de forcer des enfants de paysans ou de pêcheurs à rester jusqu'à seize ans à l'école sans apprendre de métier particulier. Le très grand intérêt des réformes scandinaves est d'avoir été mises en œuvre

d'une façon qui a permis de trancher ces débats. Les autorités ont imposé que le nouveau système soit installé de façon décalée dans le temps, d'une région à l'autre. Ainsi il a été très tôt possible de comparer le destin d'enfants d'une même génération selon qu'ils avaient grandi dans une région passée au collège unique ou dans une région restée dans l'ancien système. Les bilans aujourd'hui disponibles sont sans appel : tant en Suède, qu'en Norvège ou en Finlande, les niveaux de formation et de salaire sont plus élevés pour les personnes ayant bénéficié du collège unique que pour celles de la même générations ayant grandi dans une région restée dans l'ancien système. La réforme a plus particulièrement bénéficié aux enfants des milieux modestes, notamment les plus doués scolairement dans le primaire.

Le collège unique oui mais quelles réponses face à la sélection et aux inégalités persistantes ?

L'un des problèmes majeurs, c'est la ségrégation urbaine. Les élèves les plus faibles vivent concentrés dans les mêmes quartiers, ce qui réduit considérablement leur chance de rétablissement. Il est très difficile de réussir à l'école quand on grandit dans un contexte où l'échec est dominant. Et c'est précisément parce que les familles le savent bien que beau-

coup fuient les quartiers pauvres dès l'instant où elles en ont les moyens. Dans ces conditions, il n'y a pas de solution miracle. Soit on maintient le système tel qu'il est aujourd'hui et le salut ne pourra venir que d'un effort massif dans les quartiers où se concentre la pauvreté, bien plus massif que nos actuelles ZEP.

« Il est très difficile de réussir à l'école quand on grandit dans un contexte où l'échec est dominant ».

Soit on cherche à progresser vers moins de ségrégation, mais je ne vois pas que l'on puisse y parvenir sans faire évoluer l'ensemble du système scolaire lui-même. Tant que persisteront les

formes actuelles de relégation précoce, les familles mettront tout en œuvre, dès les premières classes, pour éviter les filières et les établissements perçus comme potentiellement dangereux pour leurs enfants.

Vous dites qu'il est nécessaire de comprendre les nouveaux enjeux éducatifs dans une économie en mutation. C'est l'école adaptée au marché de l'emploi ?

Il se crée et se détruit chaque année un volume considérable d'emplois et ce constant renouvellement se fait, aujourd'hui plus que jamais, au profit des personnes ayant une formation supérieure et au détriment des personnes sans formation. C'est ce qui explique d'ailleurs que les personnes peu formées persistent à des niveaux très élevés de chômage alors qu'elles sont de moins en moins nombreuses sur le marché du travail et que le coût du travail est depuis longtemps stabilisé. Le problème n'est pas de s'adapter au marché de l'emploi, mais de prendre conscience qu'il se transforme lui-même au rythme de la diffusion des nouvelles technologies et de l'afflux de diplômés, en faveur précisément des personnes les mieux formées.

Propos recueillis par
Gilles Sarrotte